



**NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

---

Distr.: GENERALE

CEA-AN/RABAT/CIE/XXI/4  
Avril 2006

Original: FRANÇAIS

**Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord (CEA-AN)**

Vingt et unième réunion du Comité intergouvernemental  
d'experts (CIE)

Rabat (Maroc)  
4-6 avril 2006

## **EVOLUTION DES STRUCTURES ECONOMIQUES EN AFRIQUE DU NORD**

## **TABLE DES MATIERES**

I. INTRODUCTION.....	1
II. PRINCIPAUX RESULTATS ET CONCLUSIONS.....	2
III. RECOMMANDATIONS .....	4

## I. INTRODUCTION

1. Le Bureau pour l'Afrique du nord de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-AN) avait présenté à la XX<sup>e</sup> réunion du CIE tenue à Tanger en avril 2005, une étude préliminaire sur l'évolution des structures économiques en Afrique du Nord. Le Comité avait recommandé d'approfondir cette étude en adoptant des séries plus longues, en désagrégeant davantage les secteurs d'activité et les produits objet du commerce extérieur et en améliorant la méthodologie de recherche des secteurs porteurs de croissance et supports de l'intégration régionale.

2. Le Bureau a ainsi préparé des termes de références en consultation avec des membres du CIE et a élaboré 7 études pays, une pour chaque pays de la région.

3. Il a été convenu de retenir une structure des études qui mettait en relief les éléments suivants:

- Les réformes entreprises par les pays et leurs effets sur les structures économiques;
- Les profils de croissance et les facteurs explicatifs;
- Les évolutions sectorielles et les relations intersectorielles;
- Les facteurs favorisant et les contraintes aux transformations sectorielles;
- Les potentialités macro économiques et sectorielles de l'intégration régionale en Afrique du Nord.

4. Les études pays étaient destinées à mieux connaître le fonctionnement de l'économie des pays et à en déterminer les secteurs les plus imbriqués dans le tissu productif et à mettre l'accent sur les facteurs favorisant une évolution favorable des structures et une diversification accrue de la production et des exportations. Une importance particulière devait être accordée à la bonne gouvernance, aux technologies de l'information, au genre et à la formation du capital humain. Ces études devaient également analyser les opportunités de l'intégration des économies de la région notamment l'aspect commercial et les effets attendus d'une telle intégration sur les structures économiques des pays.

5. Le Bureau a organisé, suite aux mêmes recommandations de la 20<sup>ème</sup> réunion du Comité Intergouvernemental des Experts (CIE), une table ronde sur l'évolution des structures économiques en Afrique du nord, les 7, 8 et 9 mars 2006 à Rabat qui avait pour documents de base les études pays.

6. L'objectif principal de la table ronde était la discussion des rapports produits par les consultants et de faire une analyse critique de la méthodologie pour l'évaluation des changements structurels et de la diversification en vue de formuler des recommandations à présenter au CIE (voir programme de travail en annexe).

7. La table ronde a regroupé des experts nationaux, des praticiens et des universitaires de haut niveau dans les domaines économique et économétrique d'Algérie, d'Egypte, de Libye, du Maroc, de Mauritanie, du Soudan et de Tunisie. Ont également pris part à la rencontre des représentants d'organisations et institutions régionales et internationales telles que l'Union du Maghreb Arabe, la CEN-SAD, la Banque islamique de développement, la Banque Africaine de Développement de même que des membres de la société civile de la région (voir liste des participants en annexe).

## II. PRINCIPAUX RESULTATS ET CONCLUSIONS

8. Les principaux résultats et conclusions qui ont découlé des études pays et de l'organisation de la Table ronde sont:

- une avancée dans l'étude de l'évolution des structures: l'approfondissement a permis en effet une meilleure connaissance des évolutions des structures et une description plus précise de ces évolutions;
- l'amélioration de la méthodologie: les propositions méthodologiques des études de cas, d'une part, et les discussions tenues au cours de la table ronde, d'autre part, ont dégagé des améliorations de la méthodologie à adopter pour évaluer et analyser les évolutions des structures;
- l'appréhension de l'importance des domaines qui sont en relation avec le sujet. L'intégration régionale, la gouvernance, le développement du capital humain, le genre, la société du savoir et d'autres thèmes ont été abordés par les études pays et lors des débats, ce qui a dégagé un certain nombre de conclusions pour suivre et gérer les évolutions des structures.

9. Concernant les avancées de l'étude de l'évolution des structures, les principaux résultats sont:

- une description des réformes entreprises par les pays qui ont influencé l'évolution des structures a été faite par pays et dans toutes les études pays;
- une analyse de la croissance, de l'évolution du commerce extérieur et de la structure par secteurs sur une durée très longue allant de 10 ans pour le Maroc à 20 ans pour la Tunisie;
- une désagrégation des secteurs d'activité dépassant pour certains pays les 9 secteurs initialement demandés (16 pour la Tunisie et 43 pour le Maroc);
- une désagrégation des données du commerce extérieur selon un plus grand nombre de produits dépassant les secteurs adoptés par l'étude préliminaire et se focalisant davantage sur les produits importants selon les pays;
- le calcul des multiplicateurs de la valeur ajoutée pour deux pays (le Maroc et la Tunisie); calcul des multiplicateurs de l'emploi pour un pays (le Maroc) et description des structures des consommations intermédiaires pour un autre pays (l'Algérie);
- Détermination des secteurs importants par d'autres approches pour les pays en cas de non disponibilité des données permettant le calcul des multiplicateurs (pour la Mauritanie et la Tunisie);
- Confirmation des facteurs favorisant l'évolution des structures et des contraintes et leurs études pour tous les pays
- Passage en revue des situations de tous les pays en ce qui concerne l'intégration régionale notamment l'aspect commercial qui montre la faiblesse des échanges par rapport aux échanges avec le reste du monde.

10. Au niveau de l'amélioration de la méthodologie, on note les résultats suivants:

- Possibilité d'utiliser une alternative méthodologique à l'utilisation des TES consistant à partitionner les secteurs en 4 groupes, suivant le rythme de croissance connu sur la période de l'étude;
- Secteurs moteurs: secteurs ayant enregistré un taux de croissance nettement plus important que la croissance moyenne du PIB;
- Secteurs dynamiques: Secteurs ayant enregistré des croissances en accélération et dont la croissance moyenne est légèrement supérieure à la croissance du PIB;
- Secteurs non dynamiques: secteurs ayant enregistré une croissance en décélération et une moyenne inférieure à la croissance du PIB;
- Secteurs non marchands;
- Ces classements en secteurs porteurs, secteurs moteurs ou dynamiques sont à utiliser ensemble pour atteindre le but d'appréhender le potentiel futur des différents secteurs à croître davantage.
- L'analyse devrait remonter le plus loin possible, mais devrait se limiter à une période où l'homogénéité est assurée;
- L'approfondissement des analyses des secteurs importants notamment par l'utilisation de comptes satellites;
- La nécessité de prise en compte de l'impact des secteurs porteurs de la diversification sur la croissance et sur l'emploi, lors de la détermination des plus intéressants;
- La nécessité d'harmonisation des données pour leur utilisation à évaluer les potentialités sectorielles de l'intégration régionale.

### III. RECOMMANDATIONS

11. Suite à l'analyse des études pays, de l'approche méthodologiques et des facteurs favorisant la diversification des économies en vue d'une plus grande intégration régionale, la Table Ronde a formulé des recommandations suivantes aux pays et à la CEA, et a invité la CEA à les transmettre aux Etats membres lors de la 21<sup>ème</sup> réunion du CIE:

#### *RECOMMANDATIONS AUX ETATS MEMBRES*

1. Mieux utiliser les ressources naturelles et humaines pour diversifier les économies.
2. Mettre en place des mesures incitatives à l'application de principes de gouvernance favorisant une intégration régionale.
3. Améliorer le statut de la femme et intégrer la dimension genre dans les politiques et programmes visant la restructuration des économies et ceci dans tous les secteurs.
4. Remettre à niveau et adapter les systèmes éducatifs des PNA dans une perspective de développement global et durable de la sous région en vue de l'édification de la société du savoir.
5. Centrer l'approche stratégique du développement des pays de l'Afrique du nord sur l'économie du savoir et sur les TIC comme composantes incontournables favorisant le développement et l'intégration régionale dans l'économie mondiale.
6. Concevoir un programme de recherche au niveau de la sous région.
7. Renforcer les capacités institutionnelles du secrétariat général de l'UMA et des autres CER de la sous région.

#### *RECOMMANDATIONS A LA CEA*

1. Publier les rapports nationaux en tant que documents d'experts en les complétant selon les informations reçues et les commentaires faits au cours de la table ronde.
2. Compléter les études par l'analyse du comportement des acteurs privés.
3. Approfondir la relation croissance-emploi-pauvreté.
4. Mettre l'accent sur le renforcement des capacités humaines et institutionnelles.
5. Viser à moyen terme l'élaboration d'un TES consolidé pour toute la sous région. En attendant, constituer une base de données fiables, homogènes et assez désagrégée pour l'ensemble des pays à même de développer des analyses et outils pertinents.
6. Approfondir l'analyse des secteurs qui apparaissent porteurs et potentiellement supports de l'intégration des pays nord-africains tels que le tourisme, l'énergie, les infrastructures de transport et les technologies de l'information et de la communication, les industries agro-alimentaires, la pêche et le secteur financier.
7. Compléter les études par l'analyse des modalités de gouvernance des entreprises publiques en fonction des lois du marché.
8. Faire une évaluation sur le coût de la non intégration.

## *PROPOSITIONS D' ACTIONS A ENTREPRENDRE PAR LE BUREAU*

1. Appel aux Etats Membres (points focaux) pour fournir le maximum de données désagrégées qui permettront de compléter les analyses et faire une synthèse plus représentative de leurs situations respectives.
2. Approfondir et généraliser la méthode de choix des secteurs selon la partition en 4 groupes à toutes les études nationales.
3. Organiser des activités (rencontres, formation, appui technique etc.) pour activer la mise en place dans les pays de la région de bases de données nationales harmonisées notamment dans le cadre de l'utilisation du Système de Comptabilité Nationale (SCN 93).
4. Approfondir les analyses des secteurs porteurs par l'utilisation de comptes satellites et par la préparation d'études régionales.